

Projet: Projet d'appui à la SRP (GTZ), République de Guinée

Revue du Système de Suivi et d'Evaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée

Dr James G. Bennett, expert GTZ

Mai 2005

Sommaire

Liste des acronymes	2
1 Introduction	3
1.1 Un aperçu rétrospectif	3
1.2 L'objectif de la revue	4
1.3 La méthodologie de la revue	4
2 Contexte.....	5
2.1 La situation de départ.....	5
2.2 Les défis de la SRP.....	6
3 Objectifs	6
3.1 Le cadre institutionnel	6
3.2 Les informations à fournir	8
3.3 Les ressources requises	8
4 Réalisation	8
4.1 Pertinence.....	9
4.2 Efficience	11
4.3 Efficacité	15
4.4 Impact	16
4.5 Viabilité	17
5 Conclusions et recommandations.....	18
5.1 Au niveau institutionnel	18
5.2 Au niveau technique.....	18
5.3 Au niveau financier.....	19
Annexe 1 Suivi et l'évaluation de la stratégie (chapitre 6 du DSRP).....	20
Annexe 2 Analyse des principales parties prenantes de la SRP.....	22
Annexe 3 Indicateurs proposés par les groupes de travail	24
Annexe 4 Sites web pour le suivi de la SRP en Guinée	25
Annexe 5 Littérature.....	28

Liste des acronymes

ACDE	Association Conseil pour le Développement et l'Environnement
CRD	Communauté rurale de développement
CWIQ	Core Welfare Indicators Questionnaire
BRPD	Bureau Régional de la Planification et du Développement
DNP	Direction Nationale du Plan
DNS	Direction Nationale de la Statistique
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EIBEP	L'Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
GCP	Gestion du Cycle du Projet
GTSE	Groupe Thématique Suivi et Evaluation
GTZ	Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit
I-DSRP	Document intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MP	Ministère du Plan
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PPTTE	Pays Pauvres Très Endettés
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs du Développement
QUID	Questionnaire Unifié des Indicateurs du Développement
SGDD	Système Général de Diffusion de Données
SISRP	Système d'Informations Statistiques pour la Réduction de la Pauvreté
SP-SRP	Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté

1 Introduction

1.1 *Un aperçu rétrospectif*

Les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) sont des programmes complexes d'interventions politiques et financières en faveur des couches socio-économiques les plus démunies. Dans de nombreux pays, ces stratégies sont étroitement liées à l'initiative des pays du groupe G7 visant une réduction sensible de la dette publique extérieure des pays pauvres très endettés (PPTE).¹ C'est le cas de la République de Guinée qui a présenté la version intérimaire de son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en octobre 2000 et la version finale du DSRP en janvier 2002.²

Dans la version intérimaire du DSRP (I-DSRP), finalisée en octobre 2000 et approuvée le 22 décembre 2000 par la Banque Mondiale, le rôle primordial du système de suivi et d'évaluation est bien reconnu: «Il conviendra que les investissements et programmes mis en place dans le futur soient systématiquement suivis et évalués afin de saisir leur impact. Une telle analyse sera utilisée pour réorienter certaines activités, en particulier vers les populations les plus pauvres, et s'assurer que les activités nouvelles ont un impact maximal en termes de réduction de la pauvreté. Les activités de suivi et d'évaluation devront donc faire partie intégrante de l'ensemble des activités prévues dans la stratégie.» (I-DSRP, p.11). Par ailleurs, on a constaté dans la version intérimaire du DSRP que la faible implication des bénéficiaires dans le suivi des politiques a posé, dans le passé, un obstacle à la mise en œuvre effective de ces politiques: «Le niveau d'implication des populations s'est, jusqu'à présent, limité à une simple consultation pour la détermination des priorités. La gestion largement centralisée des dépenses publiques n'a pas favorisé la responsabilisation des collectivités territoriales et des populations dans le développement économique et social. Il y a lieu de noter que la société civile ne possède pas encore toutes les aptitudes pour établir les bases d'un véritable partenariat avec l'Etat et les autres acteurs du développement.» (I-DSRP, p.10)

Dans la version finale du DSRP, publiée en janvier 2002 et approuvée le 25 juillet 2002 par la Banque Mondiale, ces arguments sont largement repris. Plus qu'avant, le DSRP final met un accent sur l'aspect participatif du système de suivi et d'évaluation de la SRP en Guinée. Dans ce sens, on peut citer les paragraphes suivants:

- §14: «Enfin, la mise en œuvre efficace de la stratégie doit passer par l'institutionnalisation du processus participatif et la responsabilisation de tous les acteurs, notamment les populations à la base, dans la gestion, le suivi et l'évaluation des actions.»
- §371: «Pour consolider le processus participatif engagé lors de l'élaboration du DSRP et l'intégrer au niveau du suivi-évaluation de la stratégie, des enquêtes de perception seront réalisées sur les questions de pauvreté, d'impact des résultats des programmes et projets de réduction de la pauvreté. Les résultats de toutes ces opérations seront largement diffusés au niveau des populations.»

¹ Lancée à l'automne 1996 sous l'égide de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et des principaux pays créanciers membres du Club de Paris, l'initiative PPTE vise à ramener la dette extérieure des PPTE à un niveau soutenable. Lors du sommet du G7 de Cologne, une initiative PPTE «renforcée» a été lancée en septembre 1999. Cette nouvelle version de l'initiative vise à garantir un traitement plus large (bénéficiant à un plus grand nombre de pays), plus important (un taux d'annulation plus élevé) et plus rapide de la dette des PPTE. Elle vise également à garantir le bénéfice des annulations aux populations locales en incluant dans les conditions d'éligibilité, la préparation par les pays candidats d'une stratégie de lutte contre la pauvreté définie en association avec la société civile. Source: ACDE 2001, p. 26.

² Certains pays, comme p.e. le Vietnam, ont élaboré des DSRP sans aucune requête d'allègement de leur dette publique, mais plutôt pour mieux accéder aux crédits du FMI et de la Banque Mondiale.

- §378: « ... le Gouvernement entend consolider et pérenniser les concertations avec tous les acteurs et mettre en place un système de suivi et évaluation performant, ce qui permettra à tout moment d'apprécier les progrès accomplis et d'envisager les mesures correctives nécessaires.»

Quant à *l'évaluation* de la SRP, ni la version intérimaire ni la version finale définissent de manière précise des notions spécifiques. Dans le chapitre VI du DSRP final, consacré à la conception du système de suivi-évaluation de la SRP, on fait d'abord référence au cadre institutionnel à établir pour assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie: «La pauvreté, dans son ampleur et ses différentes formes est un phénomène évolutif, et sa réduction nécessite des efforts soutenus et durables, ainsi qu'une stratégie vivante d'interventions. Elle nécessite également un suivi régulier des résultats. A cet égard, un 9^{ème} groupe thématique va être mis en place, avec la mission de définir une stratégie et un système appropriés pour assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie.» (§366)

Par ailleurs, le DSRP final veut assurer un bon niveau de participation non seulement au suivi, mais aussi à l'évaluation de cette stratégie: «Le succès de la stratégie dépendra largement du degré de son appropriation par les différents acteurs concernés. Il requiert ... une implication effective des populations à la base, tant dans les débats sur la pauvreté, sur la mise en œuvre des actions à entreprendre que sur l'évaluation des performances.» (§377)

Contrairement aux hypothèses retenues dans le DSRP, la Guinée a vécu une certaine rupture avec plusieurs bailleurs de fonds, due aussi bien au non-respect des critères de l'initiative PPTTE relatifs au «point d'achèvement» - il s'agit des conditions préalables pour une réduction effective de la dette extérieure publique - qu'à l'appréciation plutôt négative du déroulement des élections présidentielles au mois de décembre 2003. Néanmoins, l'initiative PPTTE n'est pas terminée, même si elle est pour le moment arrêtée, et le Gouvernement guinéen s'engage davantage en faveur des objectifs de la SRP et pour leur poursuite dans une deuxième phase de mise en œuvre de cette stratégie.

1.2 L'objectif de la revue

La présente revue veut tirer un premier bilan des expériences faites en Guinée au niveau du suivi et de l'évaluation de la SRP. Or, cette revue aura comme **objectif**, la formulation de plusieurs recommandations précises et opérationnelles pour le renforcement du système de suivi-évaluation de la SRP de la Guinée. Les recommandations se baseront sur une analyse qui tiendra compte, entre autres, des éléments suivants:

- du cadre institutionnel,
- des informations à fournir, et
- des ressources humaines, techniques et financières requises.

La présente revue est préliminaire dans le sens qu'il est sous-entendu qu'elle sera reprise, approfondie et complétée dans le cadre de l'évaluation de la première phase de la SRP guinéenne. Cette évaluation plus globale et objective de la conception et de la mise en œuvre de la SRP est programmée pour exécution dans le deuxième semestre de l'année 2005.

1.3 La méthodologie de la revue

La méthodologie de la présente revue se base largement sur celle du système de suivi (dit «monitoring») annuel et externe des projets et programmes de l'Union Européenne. C'est une méthodologie qui, selon l'expérience de l'auteur, se prête bien au suivi de toute intervention de développement socio-économique lors de sa période de mise en œuvre (voir le manuel «Gestion du Cycle de Projet», mars 2002).

Notons que le système UE de monitoring suppose l'application des principes de la Gestion de Cycle du Projet (GCP) lors de la programmation et de l'exécution de l'intervention concernée, ce qui n'a pas été le cas dans le développement et la mise en œuvre du système de suivi-évaluation de la SRP en Guinée. Néanmoins, la méthodologie européenne nous offre une orientation pertinente dans le sens d'un cadre de cohérence, selon lequel la revue indiquera, si les critères de cohérence (voir ci-dessous) sont satisfaits ou non. Toutefois, cette application quasiment expérimentale peut servir d'orientation pour une programmation future plus systématique et bien fondée du système de suivi et d'évaluation de la SRP, et peut-être aussi pour le suivi d'autres interventions sous la régie des responsables de la SRP.

2 Contexte

2.1 La situation de départ

Le processus de l'élaboration de la SRP guinéenne a démarré au début de l'année 2000. En avril 2000, la Guinée a présenté la première esquisse du DSRP intérimaire (I-DSRP). Pour approfondir les réflexions et permettre la finalisation du DSRP intérimaire, les dirigeants du processus ont créé sept «groupes thématiques», regroupant de nombreux représentants des administrations publiques, de la société civile, et des bailleurs de fonds. Les réactions des concernés au DSRP intérimaire, finalisé en octobre 2000, ont été généralement très positives. Cependant, on a évoqué la nécessité d'améliorer le document dans certains domaines avant sa finalisation, notamment dans les domaines suivants:

- La poursuite des consultations régulières et le renforcement de l'appropriation et de la participation de tous les concernés,
- L'identification des liens entre les déterminants de la pauvreté et les priorités politiques de la SRP,
- Le traitement de l'aspect genre,
- La lutte contre la pandémie SIDA-VIH, et
- L'établissement d'un système général d'informations sur la pauvreté pour les besoins du suivi de la mise en œuvre de la SRP.

Quelques mois après la finalisation du DSRP intérimaire, en février 2001, les sept groupes thématiques ont repris leurs activités. C'était à ce moment-là, que le 8^{ème} groupe thématique portant sur la «communication et culture» a été créé, ayant comme tâche le renforcement de la participation des populations de base avec une diffusion plus large d'informations sur les objectifs et les moyens du processus SRP.

Quant au 9^{ème} groupe thématique chargé du suivi et de l'évaluation de la SRP, celui-ci a été créé au moment où les travaux d'élaboration du DSRP final étaient largement achevés. (Le groupe a été officiellement installé en octobre 2002.) A l'intérieur des autres groupes thématiques, les besoins en matière de suivi et d'évaluation de la SRP n'ont pas été systématiquement abordés. Il est vrai que ces groupes ont produit de nombreux indicateurs pour le suivi des résultats et des impacts attendus de la mise en œuvre de la stratégie, mais trop souvent ces indicateurs n'ont été ni bien définis, ni chiffrés, ni réalistes. Dans le DSRP final, la présentation du système suivi-évaluation de la SRP se limite aux deux pages du chapitre 6 (voir texte en Annexe 1), sans liens spécifiques avec les objectifs macro-économiques et sectoriels de la stratégie.

Rappelons ici que, lors de la période 1999-2002, la Direction Nationale de la Statistique (DNS) a envisagé la création d'un «Observatoire de la Pauvreté» (voir Diagne 2000). Cette idée a été reprise dans le §198 et les annexes du DSRP intérimaire, et dans le §369 et les annexes du DSRP final. Ce dernier stipule qu'une «étude sur l'opportunité, les fonctions et le rattachement d'un Observatoire sera lancée», mais, jusqu'à présent, cette étude n'a jamais été réalisée.

2.2 Les défis de la SRP

Le principal défi général posé par la SRP est lié à son rôle de cadre général de politique économique et sociale en Guinée. Ce rôle a été souligné dans la déclaration du Gouvernement guinéen en annexe 2.1. du DSRP: «Enfin, le Gouvernement s'engage à faire du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) le cadre unique de référence pour son action en faveur du développement; et il sollicitera le même engagement de la part de ses partenaires.» En effet, le souhait d'attribuer le rôle de cadre général de référence au DSRP a été partagé par la plupart des partenaires internationaux de la Guinée.

La SRP pose aussi des défis spécifiques au niveau du système de suivi-évaluation de la SRP. Le principal défi à ce niveau, qui est exprimé dans la même déclaration du Gouvernement, veut qu'un «système de suivi et d'évaluation, reposant sur des indicateurs adéquats, (soit) mis en place pour apprécier la pertinence et mesurer rigoureusement l'impact des politiques menées.» Autrement dit, le système de suivi et d'évaluation devrait indiquer:

- Si les populations cibles de la stratégie perçoivent un rapport positif entre leurs principaux soucis d'un côté, et les objectifs et la mise en œuvre de la stratégie de l'autre côté (*pertinence*), et
- Si les mesures entamées dans le cadre de la stratégie dégagent de manière directe ou indirecte des changements positifs, importants et objectivement vérifiables au niveau de la situation ou du comportement des populations cibles (*impact*).

Sans aucun doute, il s'agit ici de défis qui ont dépassé de loin les attributions et les capacités des services statistiques et d'études déjà existantes en Guinée à cette époque-là.

3 Objectifs

3.1 Le cadre institutionnel

Les auteurs du DSRP ont envisagé la création du 9^{ème} groupe thématique, avec la mission de définir une stratégie et un système appropriés pour assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie. Le document fait aussi référence aux institutions qui seront impliquées dans la mise en place des instruments de suivi et d'évaluation, notamment des suivantes:

- Direction Nationale de la Statistique (DNS),
- Services Sectoriels de la Statistique,
- Secrétariat Permanent pour la Réduction de la Pauvreté,
- Observatoire National de la Pauvreté,
- Comités Régionaux de suivi de la pauvreté.

Le DSRP évoque aussi de «profondes réformes d'ordre institutionnel du système statistique actuel» qui doivent être engagées: «Il s'agit particulièrement de la création de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et de l'élaboration d'un schéma directeur de la statistique, assorti d'un programme pluriannuel de travaux statistiques.»

Le chapitre VI du DSRP souligne la nécessité d'une implication accrue des élus du peuple et des collectivités locales dans la mise en œuvre de la SRP et la gestion des ressources afférentes, et il vise une superposition des cartes des interventions et de la pauvreté pour la mise à jour régulière de la base d'intervention de l'ensemble des acteurs (Gouvernement et partenaires au développement).

Encadré 1 : Le suivi et l'évaluation des stratégies régionales

Ni la version intérimaire ni la version finale du DSRP guinéen ne font référence à l'intention du Gouvernement d'introduire des stratégies régionales de réduction de la pauvreté. Néanmoins, des efforts importants ont été déployés pour élaborer des stratégies régionales pendant l'année qui a suivi l'adoption du DSRP. Selon l'estimation du Bureau Indépendant d'Evaluation (BIE) du FMI (voir FMI/BEI 2004, p. 50), l'objectif de cet exercice était «de conférer un caractère opérationnel à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Mais le processus suivi pour élaborer ces stratégies n'a pas permis d'établir une adéquation entre l'échelon régional et la stratégie nationale. En outre, on ne sait trop quelle est la place de ces instruments (en particulier par rapport à la stratégie nationale) et quelles ressources financières peuvent être réservées à leur utilisation.»

En effet, le Gouvernement guinéen a organisé, du 28 août au 14 septembre 2002, des ateliers de consultations dans tous les chefs lieux des régions administratives du pays. L'objectif principal était d'entreprendre l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté propre à chacune des régions administratives du pays; ceci afin de mieux tenir compte des potentialités et des contraintes au développement de la région. L'exercice de validation des stratégies régionales s'est déroulé du 16 septembre au 22 octobre 2003. Le Gouvernement a attribué une importance extraordinaire à cette tournée de visites: La présidence des ateliers de validation a été assurée par le Ministre de l'Economie et des Finances, accompagné par le Président du Comité de Pilotage de SRP, Secrétaire Général du MEF, Elhadj Amadou Sow. Par ailleurs, les cadres nationaux représentant les départements ministériels en charge des secteurs prioritaires, les cadres du Secrétariat Permanent de la SRP, les autorités régionales et préfectorales, les élus locaux et de nombreux représentants de la société civile ont pris une part aux ateliers de validation.

La stratégies régionales ne figurent pas dans les textes juridiques et réglementaires pertinents et approuvés (vois ci-dessous). Dans le rapport no. 1 du GTSE (septembre 2003), on propose la mise en place des cellules régionales, mais leur rôle par rapport aux stratégies régionales n'est pas défini.

Les stratégies régionales fixent les modalités du suivi-évaluation au niveau régional. Dans la stratégie de la région administrative de Labé (novembre 2003), par exemple, on préconise la création du Comité Technique Régional de Suivi-évaluation (CTRSE) en tant que «cellule technique de réflexion sur l'ensemble des questions de suivi / évaluation pour un développement rapide et efficace de la région. Ses conclusions devront aider les responsables régionaux à prendre de meilleures décisions qui contribueraient efficacement à la réduction de la pauvreté sous toutes ses formes à l'intérieur de la région. Le CTRSE détermine les indicateurs de suivi par axe stratégique, élabore et soumet au Comité Régional Concertation le plan de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la stratégie, et dresse les rapports d'évaluation (trimestriels et annuel). Ainsi, le CTRSE fournit aux décideurs régionaux, aux partenaires et au Secrétariat Permanent du DSRP, des informations précieuses sur les efforts développement du Gouvernement guinéen et de ses partenaires locaux et étrangers. Il sera présidé par le Directeur de Cabinet du Gouvernorat et comprendra les responsables régionaux des Ministères des Secteurs Prioritaires, et ceux des Ministères du Plan et de l'Economie et des Finances. La société civile locale sera également représentée dans ce Comité.»

Dans la région administrative de Kindia, l'organisation et le fonctionnement du CTRSE ont été officiellement fixés dans la «Décision no. 10 / MATD / RAK / CAB / 03 portant sur la création, l'organisation et le fonctionnement des organes de mise en œuvre de la Stratégie Régionale de Réduction de la Pauvreté», signée le 19 septembre 2003 par le Gouverneur de la région de Kindia.

Pour le moment, les organes de suivi-évaluation des stratégies régionales ne sont pas encore opérationnels, et les modalités de leur travail et de l'adéquation entre les systèmes nationaux et régionaux de suivi-évaluation de la SRP restent à clarifier. Il va sans dire que les défis à ce niveau sont énormes, et que les contraintes existantes seront très difficiles à surmonter sans renforcement important et bien ciblé des capacités humaines, techniques et financières disponibles.

3.2 Les informations à fournir

Le DSRP propose la mise en place d'un «Système d'Informations Statistiques pour la Réduction de la Pauvreté (SISRP)», qui intégrera l'ensemble des informations indispensables pour le diagnostic, le suivi et l'évaluation de la pauvreté en Guinée. Il s'agit des instruments suivants:

- L'Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP),
- L'enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs du Développement (QUID), à savoir des enquêtes de perception,³
- La carte de la pauvreté en Guinée (pour visualiser les zones pauvres déficitaires en termes d'appuis),
- Une banque de données sur la pauvreté,
- Le Système Général de Diffusion de Données (SGDD).

Le texte principal et les annexes du DSRP font référence à une multitude d'indicateurs très variés. Cependant, le DSRP n'indique ni les indicateurs à intégrer dans le SISRP, ni les priorités à respecter.

3.3 Les ressources requises

Les ressources humaines, techniques et financières requises pour la réalisation du système de suivi et d'évaluation de la SRP ne sont pas explicitement indiquées dans le DSRP.

Dans les annexes du DSRP qui présentent les objectifs spécifiques de la stratégie aux niveaux macro-économiques et sectoriels, de nombreuses activités liées au suivi des mesures à entamer sont précisées et souvent complétées par une approximation des coûts concernés. Par conséquent, il s'agit là d'une estimation des ressources qui sont requises «en amont» pour assurer le bon fonctionnement du système décrit dans les deux sections précédentes.

4 Réalisation

En suivant le système européen de suivi («monitoring») établi en 2000 et généralisé pour tous les programmes et projets de coopération internationale de la Commission de l'UE depuis 2002 (voir Union Européenne 2002), on appliquera ici les critères de performance suivants:

- Pertinence
- Efficience
- Efficacité
- Impact
- Viabilité

Les définitions des critères seront présentées dans les chapitres concernés.

³ Il s'agit d'une enquête du type Core Welfare Indicators Questionnaire (CWIQ), voir le site web de la Banque Mondiale www.worldbank.org/afr/stats.

4.1 *Pertinence*

L'application du critère de pertinence dans le cadre de cette revue exige que les objectifs du système de suivi et d'évaluation de la SRP soient appropriés par rapport aux problèmes réels, aux besoins et priorités des groupes cibles et bénéficiaires auxquels le système est supposé répondre, ainsi que par rapport à l'environnement physique et politique dans lequel le système est mis en œuvre.

Se basant sur l'hypothèse que les groupes cibles et bénéficiaires du système de suivi-évaluation de la SRP sont largement identiques à ceux de la SRP, dans son ensemble, on peut faire référence ici aux résultats d'une analyse récente élaborée par une vingtaine d'experts guinéens (la plupart étant de la fonction publique) lors d'un atelier de travail organisé par la GTZ en décembre 2004 (voir Annexe 2).

L'analyse présentée dans l'Annexe 2 n'évoque que deux fois seulement, de manière directe, l'intérêt des parties prenantes de la SRP par rapport au système de suivi-évaluation (S/E): A savoir dans les cas du SP-SRP et du Ministère du Plan. Cependant, on peut aussi identifier des intérêts plutôt indirects au niveau des revues envisagées, des études à élaborer, des rapports à publier, des rencontres de concertation à organiser, des réunions à animer, des groupes à sensibiliser et, en terme général, au niveau du renforcement de l'implication des diverses parties prenantes dans la programmation et la mise en œuvre de la stratégie. Il s'agit d'ouvrages et d'activités spécifiques qui figurent explicitement dans la programmation du système de suivi-évaluation de la SRP, c.-à-d. dans le premier rapport du groupe thématique chargé dudit système.

L'implication des parties prenantes dans la conception originale du système de suivi-évaluation de la SRP a été très limitée et peu systématique. Le Groupe Thématique Suivi et Evaluation (GTSE) a été créé après la finalisation du DSRP – il a été officiellement installé dans ses fonctions le 1^{er} octobre 2002 - sans analyse préalable des besoins des parties prenantes en matière de suivi et d'évaluation, des moyens et activités requises pour y répondre, et des risques et hypothèses afférents.

Le premier rapport du GTSE a été présenté et validé, lors d'un atelier de travail, en septembre 2003. Même si le terme «stratégie de suivi-évaluation» n'est pas explicitement appliqué dans ce contexte, il s'agit essentiellement de la principale réponse, jusqu'à présent, du 9^{ème} groupe thématique à la mission définie dans le §366 de la SRP, à savoir: «... de définir une stratégie et un système appropriés pour assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie».

Dans le rapport no. 1 du GTSE, les objectifs suivants sont assignés au système de suivi-évaluation de la SRP:

- a) Suivre l'évolution des indicateurs et comprendre leurs tendances en vue de porter un jugement sur la mise en œuvre de la SRP et rendre compte à l'ensemble des acteurs concernés des progrès accomplis,
- b) Analyser ces tendances en identifiant les facteurs endogènes et exogènes qui expliquent les tendances observées,
- c) Suivre l'exécution des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté (suivi des allocations budgétaires, suivi de la réalisation des activités orientées vers la lutte contre la pauvreté) dans le but d'accroître l'efficacité des politiques, programmes et projets ainsi que l'efficacité dans l'allocation des ressources,
- d) Analyser les écarts observés entre les prévisions et les réalisations en termes d'allocations budgétaires, de calendrier de réalisation des activités et informer les décideurs et l'ensemble des acteurs concernés en vue d'éventuelles corrections,

- e) Apprécier de manière quantitative et qualitative, l'évolution de la pauvreté en identifiant les facteurs déterminants des changements observés et en évaluant l'impact des politiques, programmes et projets de réduction de la pauvreté,
- f) Assurer la participation des bénéficiaires des programmes publics à travers une concertation régulière, un rôle accru des collectivités locales et la promotion de nouvelles méthodes d'évaluation donnant une place importante à la perception qualitative des changements par les différents groupes sociaux,
- g) Mettre sur pied un système d'informations statistiques prioritaires pour la réduction de la pauvreté,
- h) Développer les mécanismes de diffusion, d'échange d'informations et de concertation favorisant la transparence et garantissant la participation de l'ensemble des parties prenantes,
- i) Renforcer la diffusion de l'information et favoriser le dialogue entre toutes les parties prenantes pour améliorer la pertinence des politiques, programmes et projets de réduction de la pauvreté.

Même si ces objectifs ne sont pas issus d'une analyse spécifique, et même s'ils méritent d'être ordonnés de manière hiérarchique afin d'identifier les liens de causalité entre eux - ils ne sont pas tous du même niveau dans le sens d'une logique d'intervention -, on suppose qu'ils sont largement conformes aux besoins et aux intérêts des principales parties prenantes du système de suivi-évaluation de la SRP.

Au niveau des résultats attendus du système, on note, entre autres, la liste des rapports annuels qui, selon le rapport no. 1 du GTSE, seront préparés et soumis aux organes de suivi de la SRP:

- Un rapport destiné aux décideurs sur les performances enregistrées au niveau de la mise en œuvre de la SRP et l'analyse des écarts,
- Un rapport sur les progrès enregistrés au niveau de la mise en œuvre des ODMs,
- Un rapport sur les enquêtes annuelles de suivi,
- Un rapport sur les enquêtes de pauvreté,
- Un rapport sur les études approfondies ou études à la demande,
- Un rapport sur l'exécution des dépenses publiques, et
- Un rapport d'évaluation par un groupe indépendant.

Jusqu'à présent, le SP-SRP a produit un seul rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la SRP. La DNS a produit plusieurs rapports sur les enquêtes entamées, et le PNUD a élaboré deux rapports sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Quant aux études, aux dépenses publiques et à l'évaluation, il n'y a pas encore de rapports.

La capacité du système à répondre aux changements dans l'environnement physique et politique a été très limitée. On note, par exemple, la dégradation générale des relations avec bon nombre de partenaires internationaux, et le manque d'initiative du côté guinéen visant une rectification de cette situation. Au niveau du SP-SRP, les réunions avec les bailleurs de fonds ont été rares, l'appui extérieur au Secrétariat se concentrant aujourd'hui sur celui du PNUD et de l'Allemagne, et les conditions de travail et l'état des lieux étant de plus en plus difficiles.

4.2 *Efficienc*e

L'analyse de l'efficienc e veut nous aider à déterminer dans quelle mesure les moyens et activités du système de suivi-évaluation ont été convertis en résultats, et la qualité des résultats obtenus.

Les moyens et activités du système de suivi-évaluation de la SRP peuvent être définis de plusieurs manières: Pour rendre l'exercice plus facile, on va se limiter ici aux moyens et activités du SP-SRP y compris les activités de ses groupes thématiques et cellules et celles des projets internationaux d'appui au SP-SRP. Il s'agit des principales entités institutionnelles chargées du suivi-évaluation de la SRP.

Jusqu'à présent, les principaux moyens et activités du SP-SRP, de ses structures internes et de ses partenaires internationaux sont axés vers le développement et l'application des instruments de suivi-évaluation suivants:

- L'Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP) a été menée en 2002 et 2003. Son dépouillement est toujours en cours. Certains résultats globaux sont déjà disponibles, mais il n'y a pas encore de publications. Une partie des résultats sera présentée dans le cadre du deuxième rapport sur la mise en œuvre de la SRP (dont la finalisation est prévue à la fin du mois d'avril 2005). Ce rapport sera suivi d'une série de publications portant sur l'exploitation des données de l'EIBEP.
- Le QUID a trouvé une nouvelle appellation: Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB). L'enquête qui se base sur ce questionnaire a été réalisée du 24 octobre 2002 au 24 février 2003 et porte sur un échantillon de 7612 ménages. Les principaux résultats ont été publiés en 2004 (voir MP / DNS 2004).
- Plusieurs banques de données servent aux besoins du suivi-évaluation de la SRP, notamment les banques de données de la DNS et du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP-SRP). Dans le cas du Secrétariat, il s'agit, entre autres, du Tableau de Bord, actuellement composé de 56 indicateurs clés de suivi de la SRP. Pour chaque indicateur, l'expert local du SP-SRP a enregistré les valeurs ciblées et observées. Toutes les informations disponibles sur les origines, la pertinence, la sensibilité, la fiabilité, l'actualité, l'observabilité et la périodicité des 56 indicateurs (les-dites «métadonnées») ont été compilées dans un document de travail provisoire (voir Camara 2005).⁴

Les 56 indicateurs clés de suivi de la SRP sont le produit préliminaire d'un long processus d'identification et de sélection. Dans le DSRP du mois de janvier 2002, on peut trouver plusieurs centaines d'indicateurs, mais la plupart de ces indicateurs ne sont ni bien formulés ni opérationnels. Les indicateurs mentionnés dans le DSRP ont servi de point de départ pour les analyses des «métadonnées» - à savoir, des informations sur les sources, la pertinence, la fiabilité, la disponibilité etc. de chaque indicateur – entamées par la cellule technique du GTSE avec l'appui technique de plusieurs experts PNUD. Comme premier résultat de cette analyse, 123 indicateurs ont été identifiés comme prioritaires. Puis, dans le cadre d'une analyse approfondie, entamée par la même cellule et appuyée par la GTZ, cette liste a été sensiblement réduite. Enfin, on a retenu 56 indicateurs clés. Dans le tableau qui suit, les 56

⁴ Dans sa version actuelle, le rapport sur les métadonnées tient compte des informations suivantes pour chaque indicateur clé: Cadre de référence (DSRP ou OMD), objectif spécifique de la SRP concerné, typologie (intrans, résultat etc.), périodicité, niveau de désagrégation (national ou régional), service producteur, contexte (justification), données de base (primaires), méthodologie de calcul, mode de diffusion, difficultés rencontrés, perspectives d'amélioration, commentaires et contacts (personnes responsables et leurs coordonnées). Les aspects horizontaux (genre, environnement etc.) des indicateurs ne font pas encore partie de l'analyse.

indicateurs clés sont répartis selon les grands axes de SRP et le niveau d'intervention concerné.⁵

Tableau 1 Répartition des indicateurs clés selon les grands axes de la SRP et le niveau d'intervention concerné

	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Autres
Impact		5		5
Résultat	15	17		
Output	3	8	2	
Input	1			
Total	19	30	2	5

A l'aide du Tableau 1, on peut noter, avant tout, la grande pénurie d'indicateurs pour l'axe 3 de la SRP (bonne gouvernance), le manque d'indicateurs d'impact pour l'axe 1, et le manque d'indicateurs d'input pour l'axe 2.

En terme général, les indicateurs d'impact et de résultats servent aux besoins du suivi de la pauvreté, alors que les indicateurs d'outputs et d'inputs servent plutôt au suivi de la mise en œuvre de la stratégie. En effet, on a besoin des deux types d'indicateurs dans tous les domaines d'intervention.

Pour combler les lacunes dans le Tableau 1, on peut, entre autres, faire référence aux résultats du programme GTZ de formation en matière d'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté (voir Bennett 2005). Les principales propositions issues de ces séminaires sont reprises dans l'Annexe 3 du document présent.

La comparaison du Tableau 1 ci-dessus et du tableau de l'Annexe 3 illustre parfaitement l'avantage de l'approche «cadre logique» à la programmation de la SRP, surtout pour ce qui concerne la spécification des indicateurs. Le Tableau 1 représente le résultat d'un filtrage systématique, se basant sur plusieurs critères de pertinence et de fiabilité, de tous les indicateurs de la DSRP. Rappelons, que le DSRP a été élaboré sans aucune application explicite de la notion d'une logique d'intervention. Par contre, les indicateurs de l'Annexe 3 sont issus d'une analyse approfondie de la logique d'intervention implicite de la SRP dans ses principaux domaines d'intervention. Chaque indicateur correspond à un niveau spécifique d'une logique d'intervention «sectorielle» basée non seulement sur le DSRP, mais aussi sur des informations supplémentaires fournies par les participants des deux séminaires de formation. C'est grâce à cette application stricte de la notion de la logique d'intervention que la répartition des indicateurs de l'Annexe 3 est comparativement bien équilibrée. (Lors des séminaires concernés, le temps disponible n'a pas permis l'élaboration d'indicateurs aux niveaux des inputs et des activités.)

En résumé, on peut dire que les faiblesses de la formulation du DSRP sont bien reflétées dans le système d'indicateurs qu'il a dégagé. Les indicateurs de l'axe 2 sont relativement bien formulés et bien répartis dans les divers niveaux d'intervention (voir le Tableau 1, ci-dessus). Il s'agit des secteurs sociaux de base qui ont eu l'avantage, au moment de l'élaboration du DSRP, de disposer de stratégies sectorielles plus ou moins bien formulées et bien

⁵ La répartition selon le niveau d'intervention se base sur l'analyse appuyée par un expert PNUD (voir Abdallah 2003), qui a classé les indicateurs en appliquant les définitions suivantes: (i) Indicateurs d'intrants (inputs): pour mesurer les ressources budgétaires, administratives et réglementaires; (ii) Indicateurs de réalisations directes (outputs): Pour mesurer les conséquences immédiates et concrètes des mesures prises et des ressources fournies (inputs). Ils font référence à des mesures en terme de qualité et de disponibilité; (iii) Indicateurs de résultats (outcomes): Pour mesurer les résultats au niveau des bénéficiaires. Les mesures concernent l'accessibilité tenant compte du contexte des ménages et des communautés; (iv) Indicateurs d'impact: pour mesurer les conséquences de l'évolution des résultats. Les mesures sont quantitatives et qualitatives.

établies, ce qui n'était pas le cas ni pour la politique des secteurs porteurs de croissance, ni pour la politique de la «bonne gouvernance» et du renforcement des capacités institutionnelles et humaines. Jusqu'à présent, les notions de la «bonne gouvernance» sont très peu développées en Guinée, et une stratégie de croissance économique en faveur des couches pauvres («pro-poor growth») fait toujours défaut. Les principaux obstacles dans ces deux domaines se posent d'une part au niveau de l'intérêt politique, de l'autre part au niveau des capacités humaines disponibles.

Quant au nombre d'indicateurs, les pratiques des différents pays sont très variées: par exemple, le Yémen a établi une liste de 48 indicateurs noyaux, alors qu'en Zambie, il s'agit de plus de 250 indicateurs. Pour la Guinée, il est recommandé de retenir une liste de 50 à 60 indicateurs clés.

Pour ce qui concerne la carte de la pauvreté en Guinée, on peut noter que la Cellule de Cartographie de la Pauvreté, unité technique attachée à la DNS, est actuellement parfaitement opérationnelle, et qu'elle s'engage de manière plutôt ad hoc dans la production de cartes pour les besoins du suivi de la pauvreté en Guinée. Cependant, son travail n'est pas encore bien intégré dans le système général de suivi-évaluation de la SRP.

Le Système Général de Diffusion de Données (SGDD) n'est pas encore établi. Néanmoins, on peut noter avec satisfaction l'existence des sites web du SP-SRP et de la DNS:

Pour le SP-SRP: www.srp-guinee.org

Pour la DNS: www.stat-guinee.org ou <http://stat-guinee.org>

Sur le site de la DNS, on peut accéder par lien au site du SP-SRP, mais dans le sens inverse il n'y a pas encore de liens. (Voir les adresses d'autres sites web pertinents dans l'Annexe 4 du présent rapport.)

Même s'il n'a pas été spécifiquement prévu par le DSRP, le «Premier rapport de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté» a été publié en avril 2004, et sa révision annuelle est actuellement en cours. Ce rapport a été très bien apprécié par les partenaires internationaux de la Guinée. La première esquisse a été soumise aux différents partenaires et départements ministériels pour avis. Suite aux observations faites, le rapport a été finalisé et publié. Mais le rapport n'a pas été soumis à une validation participative, et sa diffusion a été très limitée. Pour les besoins de sa révision annuelle, plusieurs commissions ont été créées à l'intérieur du GTSE, chacune composée de représentants de l'administration et de la société civile.

Au niveau institutionnel, on peut noter, entre autres, les initiatives ministérielles suivantes:

- Arrêté No. 2001/.../PM/MEF/CAB portant sur la création du Secrétariat Permanent de la SRP, sans date et sans signature.
- Décision No. ... MEF/CAB/2002 portant sur la création, attributions et organisation de la Cellule de Communication du SP/SRP, signée (sans date) par El Hadj Amadou Sow.
- Arrêté No. A/03 .../MEF/SGG/ms portant sur la nomination du Président du Comité de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, signé le (non lisible).
- Arrêté No. 70/103/MEF/CAB portant sur la création du Comité Interministériel chargé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (copie non disponible),
- Arrêté No. 10/25/MEF/CAB portant sur la désignation des membres du Comité Interministériel chargé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP), signé le 8 novembre 2004.
- Arrêté No. 10/26/PM/CAB portant sur la création des groupes thématiques au Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP), signé le 8 novembre 2004.

- Note de service no. 0007 MEF/SP-SRP/2005 portant sur la désignation des membres du groupe thématique Macro-économie et secteurs porteurs de croissance, signée le 6 janvier 2005.
- Note de service no. 0008 MEF/SP-SRP/2005 portant sur la désignation des membres du groupe thématique Suivi et Evaluation, signée le 6 janvier 2005.
- Note de service no. 0009 MEF/SP-SRP/2005 portant sur la désignation des membres du groupe thématique Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines, signée le 6 janvier 2005.
- Note de service no. 0010 MEF/SP-SRP/2005 portant sur la désignation des membres du groupe thématique Secteurs Sociaux, signée le 6 janvier 2005.

Le rapport no. 1 du GTSE préconise l'instauration de plusieurs organes de suivi-évaluation. Il s'agit des unités suivantes:

- Le Comité Interministériel de Suivi-Evaluation du DSRP, présidé par le Ministre de l'Economie et des Finances et composé des Ministres des secteurs prioritaires et du Ministre du Plan, en tant qu'organe de décision,
- Le Comité National de Concertation, constitué du comité interministériel élargi aux partenaires de développement, aux institutions républicaines et à la société civile,
- Le GTSE avec une cellule technique d'appui, composé de trois experts, attaché au SP-SRP,
- Les cellules techniques sectorielles, sous la supervision des Secrétaires Généraux des Départements, et
- Les cellules régionales, préfectorales et sous-préfectorales de suivi-évaluation.

En terme général, on peut constater que le cadre institutionnel de la mise en œuvre de la SRP a été créé avec beaucoup de retard, et que la première réunion du Comité Interministériel n'a pas encore eu lieu. En même temps, le SP-SRP, le GTSE et sa cellule technique d'appui sont actuellement opérationnels et actifs, surtout dans le cadre de la préparation du deuxième rapport annuel d'avancement.⁶

Pour finir, on veut mentionner ici d'autres ouvrages créés en étroite collaboration avec le SP-SRP, surtout ceux qui servent de manière directe ou indirecte aux besoins du suivi et de l'évaluation de cette stratégie:

- Les six éditions du «Journal de la SRP»,
- Le rapport sur les résultats des séminaires de formation en matière d'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté (GTZ / Bennett 2005),
- Les divers rapports de mission des experts du PNUD (Abdallah, Serour etc.),
- Les divers rapports de mission des experts de la GTZ (Bennett, Meier etc.),
- Les rapports sur le cadrage macro-économique, les modèles macro-économiques de simulation (MSEGUI et PAMS) et les statistiques afférentes (tableau entrées-sorties, MCS etc.),
- Le plan d'actions DSRP du Réseau des Organisations d'Artisans de la Guinée (REGOA 2002),
- Le rapport de suivi des actions DSRP des organisations d'artisans en Guinée (GTZ / Bah 2002),
- L'étude sur les Groupes Marginaux en Guinée (Cabinet Diallo, 2002)

⁶ L'effectif du SP-SRP pris en charge par le Budget National consiste actuellement en 7 cadres et 9 contractuels (personnel d'appui). Les principales activités envisagées pour 2005 sont (a) la réduction du 2^{ème} rapport de mise en œuvre, (b) l'affinement des DSRP régionaux, (c) le suivi-évaluation de la première phase de la mise en œuvre de la SRP (avec rapport et atelier), et (d) la rédaction du DSRP II et sa présentation en atelier. (Source: I. Boiro, SP-SRP, avril 2005).

- L'étude sur la participation des ONG à la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (GTZ / Bah 2003),
- L'étude sur le «niveau de connaissance et de participation des CRD à la mise en œuvre de la SRP, région administrative de Labé» (GTZ / Diallo & Diallo 2004),
- Les deux rapports du PNUD sur la définition et le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en Guinée,
- Les diverses Stratégies Régionales de Réduction de la Pauvreté.

La plupart de ces documents sont disponibles sur le site web du SP-SRP.

Les moyens mis à la disposition du SP-SRP semblent être généralement bien gérés au quotidien. Les activités entreprises ne sont pas toujours dans les temps prévus, mais les délais ne dépassent pas ceux qui sont habituels dans l'administration publique guinéenne. Jusqu'à présent, les résultats obtenus (en terme d'outputs) dépassent de loin ceux qui ont été prévus dans le DSRP, et leur qualité est généralement bonne.

Quant à la gestion interne du SP-SRP, on note l'existence d'un calendrier d'activités indicatif pour l'année 2005, mais on peut s'interroger sur son utilité, vu l'absence d'un système interne de suivi, le manque de responsabilisation individuelle pour l'exécution des activités préconisées, et l'absence d'un rapport annuel sur les activités du Secrétariat.

4.3 Efficacité

S'agissant de l'efficacité du système de suivi-évaluation de la SRP, on veut cerner dans quelle mesure les résultats obtenus ont contribué à la réalisation des objectifs spécifiques du système. L'efficacité prend en compte la mesure dans laquelle les hypothèses ont affecté les accomplissements du système.

En suivant la liste des objectifs du système de suivi-évaluation présentée dans le rapport no. 1 du GTSE, et en distinguant entre des points forts et des points faibles, l'efficacité du système peut être décrit de manière suivante:

Points forts

- Le Tableau de Bord et les informations issues des enquêtes récentes (EIBEP et QUIBB) permettent un suivi effectif de l'évolution à long terme des indicateurs de pauvreté. En tant qu'orientation pour un dialogue qualifié et participatif, ces instruments et informations peuvent nous aider, à la longue, à mieux comprendre les tendances du passé en vue de porter un jugement sur la mise en œuvre de la SRP et rendre compte à tous les acteurs concernés des progrès accomplis.
- Le cadrage macro-économique et le modèle de simulation permettent une analyse approfondie des tendances du passé et l'identification des facteurs endogènes et exogènes qui expliquent les tendances observées.
- Dans le cadre du programme de formation préparatoire de l'évaluation de la première phase de la SRP, de nouvelles méthodes d'évaluation donnant une place importante à la perception qualitative des changements par les différents groupes sociaux ont été introduites.
- Le système d'informations statistiques prioritaires pour la réduction de la pauvreté (à savoir le Tableau de Bord et les métadonnées afférentes) est établi et disponible.
- Plusieurs mécanismes de diffusion, d'échange d'informations et de concertation favorisant la transparence et la participation des parties prenantes ont été développés et appliqués: Il s'agit du Journal de la SRP, des dépliants et des fiches d'informations sur la SRP, des émissions de télévision et de radio, et des deux sites web. Ainsi, le SP-SRP et,

plus particulièrement sa Cellule de Communication, ont pu renforcer la diffusion de l'information et favoriser le dialogue entre toutes les parties prenantes pour améliorer la pertinence des politiques, programmes et projets de réduction de la pauvreté.

Points faibles

- Jusqu'à présent, le suivi de l'exécution des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté (suivi des allocations budgétaires, suivi de la réalisation des activités orientées vers la lutte contre la pauvreté) n'est que très partiel. Malgré le fait que le SP-SRP est attaché au Ministère de l'Economie et des Finances, il n'est pas encore capable d'identifier les moyens budgétaires disponibles pour les besoins de la SRP (notamment les fonds PPTTE) et d'analyser les écarts observés entre les prévisions et les réalisations en termes d'allocations budgétaires et de calendrier de réalisation des activités. Pour ce qui concerne les interventions des bailleurs de fonds en faveur de la lutte contre la pauvreté, la situation est très similaire. Par conséquent, le SP-SRP n'est pas encore capable d'informer les décideurs et l'ensemble des acteurs concernés en vue d'éventuelles corrections de la stratégie ou de l'allocation des moyens à sa disposition.
- Les moyens de suivi et d'appréciation quantitative et qualitative de l'évolution de la pauvreté ne sont pas encore suffisamment développés. Les enquêtes du type EIBEP ne sont que quinquennales, et le financement du deuxième QUIBB n'est pas encore assuré. A l'aide de l'EIBEP et du QUIBB, on a dégagé des informations importantes relatives à la situation de départ de la SRP, mais pour le suivi de la période de mise en œuvre, les informations disponibles portant sur la pauvreté restent très lacunaires. En effet, on ne dispose à ce jour (à savoir en avril 2005) d'aucune estimation de l'évolution de la pauvreté depuis le lancement de la SRP en janvier 2002.
- La concertation avec les bénéficiaires des programmes issus du DSRP n'est pas encore régulière. Le rôle des collectivités locales dans la mise en œuvre et la révision de la SRP n'est pas encore assuré. Dans les trois commissions du Groupe Thématique Suivi et Evaluation, la société civile n'est que faiblement représentée, et – à part un représentant des syndicats - le secteur privé n'est pas de tout impliqué, même pas dans la commission «macro et secteurs porteurs de croissance».

En terme général, les contacts entre les membres du SP-SRP, plus particulièrement entre les membres de la Cellule Communication, et les bénéficiaires ultimes de la SRP ne sont pas négligeables. Ces contacts sont plus ou moins bien documentés, surtout dans les six éditions du Journal de la SRP. Néanmoins, on peut constater que les bénéficiaires n'ont pas été impliqués dans la conception du système suivi-évaluation, et on peut supposer qu'ils n'ont que peu d'accès aux résultats / outputs du système suivi-évaluation. Cet accès se limite essentiellement, pour le moment, aux informations fournies par voie de télévision et de radio rurale.

4.4 Impact

Quand on parle de l'impact du système suivi-évaluation de la SRP, il s'agit de cerner (i) l'effet du système sur son environnement plus large, (ii) la contribution aux objectifs plus larges (objectifs globaux) du système, et (iii) le degré de réalisation des objectifs qui sont résumés dans le DSRP, document de politique cadre du Gouvernement de la République de Guinée et de ses partenaires internationaux.

En relisant les objectifs du système de suivi-évaluation fixés dans le premier rapport du GTSE, les objectifs globaux du système suivi-évaluation de la SRP peuvent être définis de manière suivante:⁷

⁷ Dans la terminologie de la plupart des organisations appliquant les principes de la GCP, un objectif global est défini comme une situation améliorée à laquelle le programme ou projet concerné peut

- Efficacité accrue des politiques, programmes et projets,
- Efficacité accrue dans l'allocation des ressources,
- Eventuelles corrections de la SRP réalisées,
- Transparence assurée des informations requises,
- Participation assurée de toutes les parties prenantes,
- Dialogue assuré entre toutes les parties prenantes,
- Pertinence assurée des politiques, programmes et projets.

Il s'agit ici des éléments des objectifs du système suivi-évaluation de la SRP auxquels le système (à savoir le SP-SRP et ses divers partenaires) peut contribuer de manière importante, mais qui ne peuvent pas être assurés par le système.

Pour l'instant, il est trop tôt pour dire, si le système de suivi-évaluation a effectivement contribué à la réalisation de ces objectifs globaux.

Il est généralement recommandé, pour avoir les impacts souhaités d'un programme ou projet, de coordonner le programme ou projet concerné avec d'autres initiatives visant les mêmes impacts ou des impacts du même genre. Dans le cas du système de suivi-évaluation, il s'agit de coordonner les propres interventions de suivi-évaluation avec celles des ministères et agences publiques concernés et avec celles des partenaires internationaux. Rappelons que, dans le rapport no. 1 du Groupe Thématique Suivi et Evaluation, il est indiqué que le système de suivi-évaluation de la SRP vise à promouvoir une planification coordonnée des travaux de suivi-évaluation, qui passe par la rationalisation des structures de coordination, l'uniformisation des bases de données de suivi et l'harmonisation progressive des procédures de suivi-évaluation. Jusqu'à très récemment, le SP-SRP a entrepris très peu d'activités dans ce sens. C'est seulement avec l'élaboration du Tableau de Bord et des métadonnées afférentes qu'une meilleure coordination des travaux de suivi-évaluation de la SRP est devenue une possibilité réelle.

Au niveau de la coordination avec les systèmes de suivi-évaluation des bailleurs de fonds, rien n'a été fait jusqu'ici. Il est aussi regrettable que les bailleurs de fonds ne soient représentés ni dans les commissions du GTSE, ni dans les autres groupes thématiques, chargés de la révision de la SRP.

4.5 Viabilité

Dans le cas de la viabilité, on s'interroge sur la probabilité que les bénéfices produits par le système de suivi-évaluation continuent à être perçus une fois les contributions externes terminées. Il est sous-entendu que le souci d'assurer la viabilité d'une intervention donnée devrait commencer avec la conception du système et continuer durant toute sa mise en œuvre. Il faut donc s'en soucier bien avant l'approche de la fin de l'appui extérieur.

Actuellement, les appuis aux SP-SRP se limitent à ceux du PNUD, de l'Allemagne et, dans le domaines des enquêtes, de la Banque Mondiale. Le PNUD et l'Allemagne ont financé des experts locaux et internationaux dans le cadre de nombreuses missions de courte durée. Par ailleurs, ils ont financé des séminaires de formation, des ateliers de travail, des équipements (des ordinateurs, des imprimantes, des caméras digitales, un projecteur de données etc.) et des matériaux (le papier pour le Journal de la SRP, des cartouches d'encre, etc).

Il est évident que la viabilité de cet appui dépend de beaucoup de facteurs, par exemple:

- de la politique de soutien et de la responsabilité assumée par les destinataires de l'appui,

contribuer, mais qui ne peut pas être assurée par ce programme ou projet, sa réalisation dépassant les capacités d'influence du programme ou projet concerné.

- de la mesure dans laquelle l'appui contribue au renforcement des capacités,
- de la mesure dans laquelle l'appui répond aux questions socioculturelles et d'égalité entre femmes et hommes,
- de la mesure dans laquelle les technologies (humaines et autres) appliquées s'harmonisent avec la culture et les savoirs locaux,
- de la prise en compte des questions environnementales, et
- de la santé économique et financière de l'institution soutenue.

On peut constater qu'une grande partie de l'effectif du SP-SRP a déjà profité du programme de formation fourni par le côté allemand, et que les destinataires sont activement impliqués dans la conception et la mise en œuvre des activités d'appui externe financées par le PNUD et l'Allemagne. Cependant, on peut aussi noter une absence complète de femmes au niveau administratif et technique du SP-SRP, et un faible état de santé financière, vu le mince budget fourni par l'Etat guinéen au SP-SRP. En terme général, l'appui du SP-SRP par son institution de tutelle, à savoir par le Ministère de l'Economie et des Finances, est loin d'être encourageant: Il est plutôt caractérisé par un très faible flux d'information et une budgétisation insuffisante. Quant aux aspects technologiques et environnementaux, leur pertinence reste à clarifier.

5 Conclusions et recommandations

En résumé, on peut constater que beaucoup d'efforts ont déjà été consacrés au développement du système de suivi-évaluation de la SRP en Guinée, et que les premiers résultats de ces efforts sont plutôt encourageants. Néanmoins, beaucoup reste à faire, surtout au niveau de l'identification des dépenses de l'Etat et des bailleurs de fonds en faveur de la SRP, de l'utilisation de ces ressources (à ventiler selon les secteurs, les régions, les programmes / projets, les bénéficiaires destinataires et peut-être d'autres critères aussi) et des impacts de ces interventions sur les groupes cibles.

5.1 Au niveau institutionnel

Les structures existantes et/ou préconisées méritent une revue approfondie et participative pour mieux cerner leurs forces et faiblesses. On doit constater que plusieurs structures de suivi-évaluation ne sont pas opérationnelles, notamment le Comité Interministériel, le Comité National de Concertation, et les cellules sectorielles et régionales. Par contre, le Secrétariat Permanent, les groupes thématiques et la cellule technique d'appui sont suffisamment opérationnels pour répondre aux besoins immédiats dans le domaine du suivi de la SRP. Pour ce qui concerne l'évaluation de la SRP, il est entendu que cette tâche sera confiée, dans les meilleurs délais, à un groupe indépendant d'experts nationaux.

Vu les problèmes de coordination des divers acteurs dans le domaine de la conception et de la mise en œuvre de la SRP, il est recommandé d'examiner les possibilités d'amélioration de la coopération et de la collaboration entre les principaux acteurs étatiques (Présidence, Premier Ministère, MEF, MP, Ministère de la Coopération et les principaux ministères sectoriels concernés), les représentants des organisations de la société civile et du secteur privé, et les partenaires internationaux de la Guinée. Dans le même sens, il est recommandé de mieux définir les rôles de chacune de la division de travail entre ces entités, afin de mieux .

5.2 Au niveau technique

Actuellement, c'est surtout le rapport sur les dépenses publiques et leurs destinations spécifiques en faveur de la mise en œuvre de la stratégie qui fait défaut. L'élaboration de ce rapport peut être considérée comme condition préalable pour la bonne exécution de l'évaluation de la première phase de la SRP.

Quant aux autres résultats du système de suivi-évaluation de la SRP, il est recommandé de veiller sur une meilleure valorisation du cadrage macro-économique, de la modélisation (surtout du modèle PAMS en tant qu'instrument d'analyse des impacts de la SRP) et de la

cartographie de la pauvreté. Il s'agit là de capacités qui, jusqu'à ce jour, ne sont que partiellement utilisées.

Tout en reconnaissant le fait que le SP-SRP, en étroite collaboration avec la DNS et leurs partenaires internationaux, a déjà produit des résultats assez impressionnants, il faut cependant noter qu'il serait beaucoup plus efficace de mieux coordonner les efforts du SP-SRP dans le domaine du suivi-évaluation de la SRP avec ceux des principaux départements et bailleurs de fonds concernés.

Pour ce qui concerne les stratégies régionales, on constate que les capacités humaines, techniques et financières nécessaires pour la conception et le suivi-évaluation des stratégies font défaut. A ce niveau, il est recommandé, dans une première étape, de développer et de réaliser un programme de formation intensive visant le renforcement des capacités humaines étatiques et non étatiques impliquées dans le suivi et l'évaluation des stratégies régionales de lutte contre la pauvreté en Guinée. En suivant l'orientation du programme de formation déjà réalisé à l'aide de la GTZ, le programme de formation régional peut dégager des analyses et des recommandations importantes pour la mise en cohérence des programmes nationaux et régionaux de lutte contre la pauvreté, et pour assurer l'adéquation entre les divers systèmes de suivi-évaluation existants ou envisagés. Ces recommandations peuvent servir d'orientation pour la future programmation, organisation et budgétisation des systèmes nationaux et régionaux de suivi-évaluation de la SRP.

Les problèmes d'adéquation entre la stratégie de réduction de la pauvreté et les politiques sectorielles en vigueur ou envisagées se posent de manière similaire. La politique de la «bonne gouvernance», qui est plutôt un aspect transversal touchant tous les domaines de la politique économique, sociale et culturelle du pays, n'est ni bien formulée, ni bien enracinée dans les mentalités et les pratiques des acteurs concernés. Quant aux politiques de secteurs porteurs de croissance, on attend toujours des réflexions approfondies sur l'instauration d'une politique de croissance économique en faveur des couches pauvres et vulnérables («pro-poor growth» ou PPG). Pour combler ces lacunes, il faut d'abord former les principaux acteurs étatiques et non étatiques en matière de stratégies, de politiques et d'instruments de promotion de la bonne gouvernance, et du secteur privé et des cadres incitatifs à la croissance économique, respectivement. En suivant le modèle GTZ (voir ci-dessus), cette formation devrait être orientée vers les résultats, dans le sens de permettre aux participants de dégager leurs propres analyses et recommandations, qui serviront ultérieurement à la programmation, organisation et budgétisation de mesures appropriées.

5.3 Au niveau financier

Il ne fait aucun doute que les ressources financières mises à la disposition de la Guinée pour les besoins de la SRP sont mal gérées. Jusqu'à présent, ni la dette extérieure de la Guinée, ni les fonds PPTTE et les autres fonds destinés à la mise en œuvre de la SRP ne sont gérés de manière compétente et transparente. Vu l'importance de ces deux domaines pour l'efficacité, l'impact et la viabilité de la stratégie, il est recommandé de dégager des réflexions sur l'utilité des structures concernées qui existent, sur leur éventuel renforcement, et sur des solutions alternatives, p. e. la création d'un SP-SRP autonome chargé de la gestion du fonds PPTTE, et l'attribution de la gestion de la dette publique à une société autonome ou quasi-autonome. Il est recommandé que ces réflexions soient pilotées par l'Office du Premier Ministre, et qu'elles soient animées par des experts nationaux et internationaux bien qualifiés et indépendants.

Dr. James G. Bennett
Expert GTZ
Contact: bennett@ipa-cologne.de

Annexe 1 Suivi et l'évaluation de la stratégie (chapitre 6 du DSRP)

§366. La pauvreté, dans son ampleur et ses différentes formes est un phénomène évolutif et sa réduction nécessite des efforts soutenus et durables ainsi qu'une stratégie vivante d'interventions. Elle nécessite également un suivi régulier des résultats. A cet égard, un 9^{ème} groupe thématique va être mis en place, avec la mission de définir une stratégie et un système appropriés pour assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie.

§367. L'élaboration et la mise en place de ce système seront guidés par la recherche de l'efficacité et de synergie entre les efforts des différentes structures, le besoin d'une mise à jour régulière des informations sur la pauvreté et la nécessité d'une décentralisation des actions de collecte et d'analyse des données.

§368. En attendant les résultats des travaux du groupe, des réflexions importantes ont déjà été menées. Ainsi, au niveau du processus de formulation de la stratégie, chaque composante est assortie d'indicateurs intermédiaires et d'indicateurs de résultats. Leur suivi et l'évaluation permettront de mesurer l'impact des efforts menés et serviront d'outils d'aide à la décision pour les interventions futures ou pour corriger le tir au cours du processus. La prise en compte de la dimension genre dans le suivi de ces indicateurs est essentielle.

§369. En outre, comme socle de base sur lequel reposera le système de suivi-évaluation, il est proposé la mise en place d'un Système d'Informations Statistiques pour la Réduction de la Pauvreté (SISRP). Le SISRP intégrera l'ensemble des informations indispensables pour le diagnostic, le suivi et l'évaluation de la pauvreté en Guinée. Il s'agit:

- d'enquêtes quantitatives et qualitatives dont la principale est l'Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP) qui sera réalisée en même temps que l'enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs du Développement (QUID). L'EIBEP et le QUID fourniront l'essentiel des indicateurs socio-économiques portant sur la disponibilité, l'utilisation et l'accessibilité des services de base. Ils cerneront également le degré de satisfaction des ménages par rapport aux services fournis.
- d'une carte de la pauvreté en Guinée à laquelle sera superposée la carte des interventions en termes d'investissement des bailleurs de fonds, du Gouvernement et des ONGs. Ce qui permettra de mettre en relief les zones pauvres déficitaires en termes d'appuis;
- d'une banque de données sur la pauvreté. Cette banque de données pourrait compléter le Système Général de Diffusion de Données (SGDD) développé par le FMI auquel notre pays a adhéré et qui constituera une norme pour la fourniture à temps aux utilisateurs de données économiques, financières et socio-démographiques. Elle sera reliée à trois sites web (Direction Nationale de la Statistique, Secrétariat Permanent pour la Réduction de la Pauvreté et Observatoire National de la Pauvreté);
- d'une étude sur l'opportunité, les fonctions et le rattachement d'un Observatoire. L'objectif assigné à la SPRP est d'assurer le suivi-évaluation de la SRP et de réaliser des études sur les causes de la pauvreté et sur l'impact des politiques et programmes mis en place pour sa réduction. Une liste restreinte mais pertinente et consensuelle d'indicateurs fera l'objet de suivi. A cet égard, des Comités Régionaux de suivi de la pauvreté seront mis sur pied.

§370. La mise en place et la réussite du SISRP nécessitent le renforcement des capacités du système national de statistique (Direction Nationale de la Statistique et Services Sectoriels de la Statistique) pour le rendre efficace et apte à répondre aux nouvelles demandes en matière d'informations statistiques sur la pauvreté et le développement social. A cet effet, de profondes réformes d'ordre institutionnel du système statistique actuel doivent être enga-

gées. Il s'agit particulièrement de la création de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et de l'élaboration d'un schéma directeur de la statistique, assorti d'un programme pluriannuel de travaux statistiques.

§371. Pour consolider le processus participatif engagé lors de l'élaboration du DSRP et l'intégrer au niveau du suivi-évaluation de la stratégie, des enquêtes de perception seront réalisées sur les questions de pauvreté, d'impact des résultats des programmes et projets de réduction de la pauvreté. Les résultats de toutes ces opérations seront largement diffusés au niveau des populations. A cet égard, une stratégie de communication et culture est proposée à l'annexe 2.4 Elle permettra de renforcer et pérenniser les échanges engagés entre les différents acteurs, notamment avec les populations à la base, et de maintenir vivants et soutenus les débats sur la pauvreté et sur les moyens de sa réduction.

§372. Le renforcement de la décentralisation sera mis à profit pour impliquer d'avantage les collectivités dans la gestion des ressources mises à leur disposition. Ce qui permettra de mieux cibler les couches vulnérables et pauvres et par conséquent lutter de façon plus efficace contre la pauvreté. La décentralisation garantira que les ressources iront vers les plus nécessiteux.

§373. Le renforcement du contrôle du pouvoir législatif se fera à travers les sessions annuelles de présentation du budget qui comportera un volet particulier sur les résultats du programme de réduction de la pauvreté. Ce qui permettra une implication plus accrue des élus du peuple dans la mise en œuvre de la SRP.

Encadré 5: Les zones de pauvreté et les interventions des partenaires au développement

§374. L'un des principaux enjeux de la nouvelle stratégie est de réduire les disparités entre les régions, en terme de niveau de développement, au plan économique et social. Il s'agit donc de procéder aux orientations des interventions selon le degré de pauvreté des différentes régions.

§375. Les cartes ci-dessous montrent que, dans l'état actuel de la situation, les zones les plus touchées par la pauvreté, notamment le nord-est de la Guinée, ne sont pas les privilégiées dans la répartition des interventions. La mise en œuvre de la stratégie devra permettre une réorientation des interventions à travers le territoire. Une superposition des cartes des interventions et celle de la pauvreté permettra d'en assurer le suivi d'envisager une mise à jour régulière de la base d'intervention de l'ensemble des acteurs (Gouvernement et partenaires au développement).

Annexe 2 Analyse des principales parties prenantes de la SRP

Parties prenantes	Rôle prévu dans la SRP	Rôle joué dans la SRP	Rôle à jouer dans l'avenir de la SRP	Principales craintes
Secrétariat Permanent de la SRP	Elaboration et mise à jour régulière du DSRP / évaluation	Animation des cadres de concertation	Mise à jour du système de S/E de la SRP	Manque de moyens
Axe 1: Croissance économique				
Ministère de l'Économie et des Finances	Renforcement de la politique budgétaire	Financement des activités de la SRP	Mobilisation accrue des ressources en faveur de la SRP	Mauvaise utilisation des ressources
Ministère du Plan	Définition du cadre macro économique et des secteurs porteurs de croissance	<ul style="list-style-type: none"> S/E des programmes et projets Mise en cohérence du Programme des Investissements Publics et de la SRP par la DNPIP 	<ul style="list-style-type: none"> Révision du cadre macro-économique Intégration des nouvelles technologies dans la SRP par la DNNT Meilleure programmation des programmes et projets publics en fonction des priorités de la SRP 	Persistance des problèmes institutionnels (conflits d'attributions)
Autres départements ministériels	Définition des priorités sectorielles	Mise en œuvre des programmes et projets sectoriels	Révision des priorités et renforcement de la mise en œuvre des programmes et projets	Insuffisance de ressources financières et humaines
Secteur privé et Société civile	Favoriser la croissance et créer des emplois	Animation des cadres de concertation	Etre le levier de la croissance et favoriser l'emploi	Environnement institutionnel
Axe 2: Secteurs sociaux de base				
Départements ministériels	Mise en œuvre des stratégies sectorielles	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de projets et programmes Amélioration sensible des services sociaux de base 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en œuvre des stratégies sectorielles Revue et adoption de leurs besoins 	<ul style="list-style-type: none"> Rareté des ressources financières Non prise en compte de certains départements ministériels (comme le MCI)
Services déconcentrés	Participation dans la mise en œuvre de la SRP	<ul style="list-style-type: none"> Faible participation à la mise en œuvre de la SRP 	<ul style="list-style-type: none"> Revue et adaptation de la conception Meilleure implication dans la mise en œuvre de la SRP 	<ul style="list-style-type: none"> Non implication effective dans la mise en œuvre de la SRP
Collectivités décentralisées	Participation à la mise en œuvre de la SRP	<ul style="list-style-type: none"> Faible implication dans l'élaboration et la mise en œuvre SRP 	<ul style="list-style-type: none"> Participation active dans la mise en œuvre de la stratégie Revue et adaptation de la conception 	<ul style="list-style-type: none"> Non prise en compte de leurs besoins Faiblesse des ressources financières, matérielles et humaines

Axe 3: Gouvernance				
Institutions Républicaines		<ul style="list-style-type: none"> • Législation • Réglementation • Consultation • Arbitrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Législation • Réglementation • Consultation • Arbitrage 	Faible séparation des pouvoirs
Les principaux ministères concernés ⁸ de	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de compétences et de moyens • Délégation de pouvoirs • Renforcement des ressources humaines • Lutte contre l'impunité et la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Publication des allocations budgétaires • Décentralisation des crédits budgétaires et des marchés publics • Élaboration et mise en oeuvre des programmes de formation • Élaboration du document de stratégie de lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système de régulation • Mise en place des conseils préfectoraux de développement • Appui aux programmes préfectoraux de développement • Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption • Volonté politique de lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible volonté politique • Augmentation du niveau de la corruption et de l'impunité
Collectivités Décentralisées	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des populations à la mise en œuvre de la SRP • Élaboration des programmes locaux de développement 	Participation à des ateliers sur la SRP	Meilleure implication dans la mise en œuvre de la SRP	Faible niveau de l'appropriation du DSRP
Presse	<ul style="list-style-type: none"> • Information • Education • Diffusion • Publication • Vulgarisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Publication des allocations budgétaires • Enquête et publication d'articles sur la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Régulation de la vie nationale • Quatrième pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> • Rétention de l'information • Risque de désinformation
Coopération internationale				
Ministère Coopération	Néant	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation non documentée du financement extérieur (finex) des bailleurs bilatéraux, UE-ACP, Nations Unies • Participation à la mise en oeuvre de la politique internationale, régionale et sous-régionale 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la cohérence de la mobilisation du finex avec les objectifs de la SRP • Poursuivre la mise en oeuvre de l'intégration régionale et sous régionale 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination dans la mobilisation du finex • Durcissement des conditionnalités des bailleurs
Bailleur de fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Appui financier et technique • Réduction conditionnelle de la dette 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui financier et technique • Appui institutionnel • Réduction du finex par certains bailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui budgétaire pour la mise œuvre de la SRP • Allègement des conditionnalités du finex 	Mal gouvernance

Source: Bennett 2005. (Le tableau a été élaboré par une vingtaine d'experts guinéens, dont la plupart de la fonction publique et impliqués dans la conception de la SRP.)

⁸ Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ministère Economie et des Finances, Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité et Ministère du Contrôle Economique et Financier (Agence Nationale de Lutte contre la Corruption)

Annexe 3 Indicateurs proposés par les groupes de travail

Niveau d'intervention	Axe 1	Axe 2, volet Santé	Axe 2, volet Education	Axe 3
Objectifs globaux	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion de la population se trouvant en dessous du seuil de pauvreté (300\$ par an) • Proportion de la population vivant en dessous d'un dollar par jour (à la parité de pouvoir d'achat, PPA) • Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux mortalité infantile • Espérance de vie corrigée de l'incapacité • Temps perdu pour raison de maladie rapporté au temps total de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux brut de scolarisation au primaire • Taux d'alphabétisation • Taux abandon scolaire • Taux de redoublement primaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Séparation effective des pouvoirs • Degré d'application des règles de séparation des pouvoirs par les dirigeants du pays • Nombre d'attaques à mains armées subies par les populations du pays
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de croissance du PIB / tête • Déficit budgétaire brut intérieur • Le taux d'inflation • Le taux d'accès à l'eau potable • La télé-densité 	<ul style="list-style-type: none"> • Indice synthétique santé • Indice synthétique de mortalité • Taux d'insuffisance pondérale • Prévalence des maladies prioritaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Enfants de 1^{ère} année achevant la 5^{ème} année • Taux de passage des examens de fin de cycle • Nombre d'enfants qui parcourent plus de 2,5 km pour l'école • Enfants ne fréquentant l'école pour des raisons de faiblesse de pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> • Part du budget allouée et décaissée à temps • Degré de satisfaction des populations du processus démocratique • Nombre d'élections transparentes organisées
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Taux annuel d'investissements alloués aux infrastructures de base • Encours des crédits aux entreprises des secteurs primaires et secondaires • Nombre de comités villageois de gestion des ressources opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture vaccinale des enfants (moins d'un an) • Nombre de centres de santé créés, équipés • Coût moyen des actes médicaux • Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'accès et d'admission des filles à tous les niveaux • Nombre d'écoles intégratrices construites et fonctionnelles • Rapport élèves par maître • Enseignants du primaire formés dans les disciplines fondamentales • Proportion des enseignants guinéens ayant atteint le niveau de qualification standard 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux des dossiers de corruption effectivement jugés • Nombre de cadres formés à l'école nationale d'administration • Nombre de cadres de concertation existants et fonctionnels • Equipements réalisés par la part du budget allouée • Nombre de structures disposant de mécanismes et procédures appropriées et fonctionnelles

Source: Bennett 2005, propres ajustements. (Les propositions ci-dessus ont été élaborées dans le cadre de deux séminaires de formation aux quels ont participé environ 50 experts guinéens, dont la moitié de la fonction publique et l'autre moitié de la société civile. Les indicateurs proposés font partie des cadres logiques élaborés pour les trois grands axes de la SRP guinéenne, plus spécifiquement dans le cas du deuxième grand axe, pour les volets santé et éducation.)

Annexe 4 Sites web pour le suivi de la SRP en Guinée

Actualités générales	
Les dernières nouvelles de Guinée - Boubah.com	http://www.boubah.com/
Les nouvelles de la Guinée - Aminata.com	http://www.aminata.com/
Guinea Forum	http://www.guinea-forum.org
Conakry Online	http://www.conakryonline.com
Radio France Internationale	http://www.rfi.fr
AllAfrica.Com	http://fr.allafrica.com
Mbendi Information for Africa	http://www.mbendi.co.za
AllAfrica.com	http://allafrica.com
Foutah.com	http://www.foutah.com
Google Newsgroup Guinea	http://groups-beta.google.com/group/soc.culture.guinea-conakry
BBC News	http://news.bbc.co.uk
Economic History Services	http://www.eh.net
Actualités diplomatique et internationale	http://isa-africa.com
Inter Press Service News Agency	http://www.ipsnews.net
Politique	
Union des Forces Républicaines de Guinée	http://www.ufrguinee.net
Foreign and Commonwealth Office	http://www.fco.gov.uk
U.S. Department of State	http://www.state.gov
The Internet Engineering Task Force	http://www.ietf.org
General Board of Global Ministries – Methodist Church	http://gbgm-umc.org
Attac Association	http://www.attac.org/fra/toil/doc/cadm2.htm
Economie	
République de Guinée	http://www.stat-guinee.org
Trading Charts	http://news.tradingcharts.com
Worlddata	http://www.worlddata.org
Afristat	http://www.afristat.org
International Trade Center UNCTAD/WTO	http://www.intracen.org/menus/countries.htm
WTO Statistic Database	http://stat.wto.org
Index of Economic Freedom 2004	http://cf.heritage.org/index2004test/country2.cfm?id=Guinea
AOL Country watch Guinea	http://aol.countrywatch.com/aol_country.asp?vcountry=70
World Bank	http://rru.worldbank.org/DoingBusiness/ExploreEconomies/BusinessClimateSnapshot.aspx?economyid=82
Proafrica - Le site de développement en Afrique	http://www.proafrica.org

Pluviométrie	
Météo de Guinée Conakry	http://www.meteo-guinee-conakry.net
Système de nations unies en Guinée	http://www.snu-gn.org/faogn/gnclim2.htm
Population	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié Canada	http://www.irb.gc.ca
Mines (actualités générales)	
Mining News net	http://www.miningnews.net
U.S. Geological Survey	http://minerals.usgs.gov
Bauxite	
The Aluminium Association, Inc.	http://www.aluminum.org
Alumina Limited	http://www.aluminalimited.com
Alcoa Worldwide	http://www.alcoa.com
Agoria Diamant Building	http://www.agoria.be
United Nations Framework Convention on Climate Change	http://unfccc.int
Or	
Mineweb.com	http://mineweb.iac.iafrica.com
Agriculture	
The Hindu Business Line	http://www.thehindubusinessline.com
United States Department of Agriculture Foreign Agricultural Service	http://www.fas.usda.gov
USDA Economics, Statistics and Market Information System	http://usda.mannlib.cornell.edu
Emerging Textiles - Textile and Clothing Trade information	http://www.emergingtextiles.com
CMA/AOC	http://www.cmaoc.org
Santé	
UNAIDS	http://www.unaids.org
DIFID Health System Resource Center	http://www.healthsystemsrc.org
Réfugiés	
World Food Programme Center for International Disaster Informations	http://www.cidi.org/humanitarian/wfp/
Relief Web	http://www.reliefweb.int
Queens University	http://www.queensu.ca
Humanitarian Information Platform Guinea	http://www.humanitarianinfo.org/guinea
UNHCR	http://www.unhcr.ch
U.S. Committee for Refugees and Immigrants	http://www.refugees.org
Refugee Council of Australia	http://www.refugeecouncil.org.au
Gouvernance	
Freedom House	http://www.freedomhouse.org
Transparency International	http://www.transparency.org

Droits de l'homme	
Prevent Genocide international	http://www.preventgenocide.org
Uk Government Immigration and Nationality Directorat	http://www.ind.homeoffice.gov.uk
Reporter without Borders	http://www.rsf.org
United Nations Integrated Regional Information Network	http://www.irinnews.org
Human Right Watch	http://www.hrw.org
Global March against Child Labour	http://www.globalmarch.org
Afrol News	http://www.afrol.com
Amnesty International	http://web.amnesty.org
Genre	
Africa Action	http://www.africaaction.org/action/ipu.htm
Women in national parliaments	http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm
DSRP	
Venro PRSP Watch	http://www.prsp-watch.de
Réduction de la Pauvreté en République de la Guinée	http://www.srp-guinee.org
Université de Notre Dame de la Paix, Namur Belgium	http://www.fundp.ac.be
Partenaires internationaux	
World Bank	http://www.worldbank.org
The World Bank Group Poverty Net	http://poverty.worldbank.org
International Monitory Fund	http://www.imf.org
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit	http://www.gtz.de
United Nations Industrial Development Organization	http://www.unido.org
African Development Bank Group	http://www.afdb.org
US Aid	http://www.usaid.gov/gn
United Nation Development Program	http://www.undp.org
Overseas Development Institut	http://www.odi.org.uk
Oxfam	http://www.oxfam.org.uk

Annexe 5 Littérature

Abdallah; Abdou: Mission d'assistance technique du PNUD / DESA. Finalisation du système de suivi-évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté. Conakry, 24 décembre 2002 au 22 janvier 2003. Conakry, le 21 janvier 2003.

Abdallah, Abdou; Diagne, Idrissa: Mise en place du dispositif de suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté. Rapport d'étape. Conakry, 11-24 mai 2003.

A. I. et Développement: Stratégie d'intervention concertée des bailleurs de fonds dans le secteur rural en Guinée. Rapport provisoire. Braine l'Alleud, janvier 2003.⁹

Association Conseil pour le Développement et l'Environnement (ACDE): L'initiative PPTE / HIPC en Guinée. Note d'information. Paris, juillet 2001.

Banque Mondiale et FMI: Country Status Report prepared for the January 2004 Meeting. SPA Guinea.

Bah, Chérif Sala: Etude sur la participation des organisations non gouvernementales (ONG) à la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Rapport final. GTZ. Conakry, Juin 2003.

Bah, Chérif Sala: Résumé du DSRP. Septembre 2003.

Baldé, Néné Mariama: Evaluation à mi-parcours de la Stratégie de réduction de la pauvreté de la Guinée. Conakry / Cotonou, décembre 2003.

Baldé, Ousmane; Camara, Mamadou: Métadonnées des indicateurs de suivi-évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté en Guinée. Rapport final. Conakry, octobre 2003.

Banque Mondiale / Bureau regional - Guinée: Memorandum of the President of the International Development Association to the Executive Directors on a Country Assistance Strategy for the Republic of Guinea. Report No: 25925-GUI. Washington, 10/05/03.

Banque Mondiale: Guinea. Country assistance strategy. Washington, 19/05/03.

Banque Mondiale: Guinea. Strengthening public expenditure management for poverty reduction and growth. Public expenditure review. Washington, 22/10/03.

Banque Mondiale: Guinée. Renforcer la Gestion des Dépenses Publiques en Vue de Promouvoir la Croissance et Réduire la Pauvreté. Revue des Dépenses Publiques. Washington, le 10 juin 2004.

Banque Mondiale / KfW / Union européenne: Country financial accountability assessment. (CFAA) Pas encore disponible.

Barry, Mamadou Saliou; Haidara, Abdoul Latif: Etude sur les projets et programmes évoluant dans la région administrative de Labé. Labé, juin 2003.

Bennett, James: La mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. Rapport de mission (provisoire). GTZ. Conakry / Cologne, le 29 mars 2003

Bennett, James: Cours de base sur l'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté. GTZ. Conakry, septembre 2003 (sur CD-ROM).

⁹ Contact: Avenue des Coquelicots no. 2, B-1420 Braine l'Alleud, aidev@skynet.be

Bennett, James: L'appui technique à la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. Rapport de mission du 15/09/03 au 05/10/03. GTZ. Conakry / Cologne, novembre 2003.

Bennett, James: Revue préliminaire de la mise en œuvre des impacts de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. Conakry, février 2004.

Bennett, James: Revue du rapport sur les métadonnées des indicateurs de suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté en Guinée. Cologne, le 31 mars 2004.

Bennett, James: L'évaluation des programmes et projets de lutte contre la pauvreté. Revue des principaux résultats du programme de formation 2003 – 2004. Conakry, février 2005.

Bureau Indépendant d'Évaluation / FMI: République de Guinée. Évaluation du processus de la stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP) et des accords au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Washington, juillet 2004.

Bureau of Democracy, Human Rights and Labour: Guinea. Country Report on Human Rights Practices 2003. February 25, 2004. www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2003/27731.htm

Camara, Mamadou: Les métadonnées des indicateurs de suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. Document de travail. Conakry, le 16 mars 2005.

Comité national de lutte contre la corruption et de moralisation des activités économiques et financières: Rapport de mission relatif à l'organisation des ateliers régionaux et sectoriels de validation de la stratégie nationale et du plan d'action de lutte contre la corruption. Conakry, du 3 mai au 19 juin 2003.

Dia, Aboubacar: La régionalisation de la SRP en Guinée. Conakry / Cotonou, décembre 2003.

Diagne, Idrissa: Mise en place de l'Observatoire sur la Pauvreté et le Développement Humain Durable. Rapport de retour de mission. UN/DESA/DSPD. Conakry 14-22 août 2000.

Diallo, Alpha Boubacar et Diallo, Boubacar Gaoual: Evaluation du niveau de connaissance et de participation des CRD à la mise en œuvre de la SRP (région administrative de Labé). Labé, février 2004.

Diallo, Béatrice: Appui à la réalisation de supports de communication sur la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Rapport de mission (31 mars au 11 mai 2003). Conakry, juin 2003.

Diallo, Boubacar Gaoual: Evaluation du niveau de participation des CRD de la région de Labé dans l'élaboration de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). Draft. Labé: septembre 2003.

Diallo, Oumar: Le système de suivi-évaluation de la Stratégie de réduction de la pauvreté en République de Guinée. Conakry / Cotonou, décembre 2003.

Dioubaté, Sékou: Rapport de publication du Tableau entrées-sorties (TES) 1998. Tome 1. Présentation du TES: Les échanges intersectoriels en Guinée. Conakry, janvier 2003.

Durisch, Patrick: «Quelles conditions pour une appropriation optimale des évaluations?» Fédération Internationale des Terre des Hommes (FITDH). Paris, 25-26 mars 2003.

Dux, Dorothea: La cartographie de pauvreté comme instrument de suivi et d'évaluation dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. Rapport de mission. Frankfurt am Main, juin 2003.

Dux, Dorothea: La cartographie de pauvreté comme instrument de suivi et d'évaluation dans le cadre de la mise en œuvre de la SRP en Guinée. Présentation Powerpoint. GTZ. Juin 2003.

Dux, Dorothea: Die Armutskartographie als Instrument des Armuts- und Politikmonitorings und als Grundlage für Politik- und Investitionsentscheidungen in der Armutsbekämpfung. Anwendungsmöglichkeiten, Stärken und Schwächen der Armutskartographie anhand einer Dokumentation der Erfahrungen der GTZ in Guinea und Burkina Faso. Frankfurt am Main, le 12 août 2003.

Ekué, Pierre Credo: Elaboration d'une matrice de comptabilité sociale de la Guinée pour l'année 1998. Rapport de mission. Mars 2003.

FMI: Mission FMI de suivi du programme des autorités guinéennes et examen du projet de Loi de Finances pour 2004. Aide mémoire. Conakry, le 12 septembre 2003.

FMI / Banque mondiale: Poverty Reduction Strategy Papers – Progress in Implementation. Washington, 12/09/03.

FMI / Bureau indépendant d'évaluation: République de Guinée. Evaluation du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Processus de négociation et de mise en œuvre d'un programme appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).

Franchon, Julien: Formation de la cellule Communication au développement et à la publication de pages Internet. Rapport de fin de mission. Conakry, le 23 juillet 2003.

Gautam, Madhur: Debt Relief for the Poorest. An OED Review of the HIPC Initiative. World Bank Operations Evaluation Department. The World Bank: Washington 2003.

Gouvernorat de Conakry et UNICEF: Elaboration d'une cartographie de la pauvreté urbaine de la ville de Conakry. Décembre 1999.

GTZ, Africa Department, Economic Section / PRSP Support 1002 in collaboration with World Bank, Social Development Department, PSIA Core Team: Poverty and Social Impact Analysis (PSIA) An Introduction of the Approach to German Development Organizations. Documentation. Bonn and Eschborn, June 31 - July 3, 2003.

Home Office (UK): Guinea Bulletin 2/2004. Août 2004.
www.ind.homeoffice.gov.uk/ind/en/home/0/country_information/bulletins/guinea_bulletin_1.html

IMF / IDA: Guinea. Joint Staff Assessment of the Poverty Reduction Strategy Paper. Annual Progress Report. Washington, 14 juillet 2004.

Leffler-Franke, Ulrich; Kranz-Plote, Jutta; Camara, Mamadi: Aide-mémoire de la mission d'évaluation du projet «Appui-conseil au ministère de l'économie et des finances / Ministère du Plan». Conakry, le 11 juillet 2003.

Marchés tropicaux et méditerranéens: Spécial Guinée. No. 2988, 14/2/03.

Ministère de l'économie et des finances / Direction Nationale de l'Economie / Division Conjoncture: Tableau de bord de l'économie guinéenne. No. 58 (quatrième trimestre 2003). Conakry, février 2004.

Meier, Rolf: Rapport de mission. Adaptation du modèle de Simulation de l'Economie Guinéenne (MSEGUI) aux besoins d'analyse et de prévision dans le cadre de l'élaboration et du suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (6). GTZ. Novembre 2003

Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation / Région administrative de Kindia: Décision no. 10/MATD/RAK/CAB/03. Portant création, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de la Stratégie Régionale de Réduction de la Pauvreté. Signée le 19 septembre 2003.

Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation / Région administrative de Kindia: Décisions no. 11/MATD/RAK/CAB/03. Portant Nomination des membres du conseil régionale de concertation et de coordination (CRC). Signée le 19 septembre 2003.

Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation / Région administrative de Kindia: Décision no. 12/MATD/RAK/CAB/03. Portant nomination des membres du Comité Technique Régional de Suivi Evaluation (CTRSE). Signée le 19 septembre 2003.

Ministère de l'économie et des finances: Finance Infos, janvier – février 2003.

Ministère de l'économie et des finances: Le processus de mise en place de la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Présentation Powerpoint. Conakry, novembre 2003.

Ministère de l'économie et des finances / SP-SRP: Stratégies régionales de réduction de la pauvreté: Programme et projets en cours dans les régions dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Conakry 2003.

Ministère de l'économie et des finances / SP-SRP: Rapport de mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (draft). Conakry, décembre 2003.

Ministère de l'économie et des finances / SP-SRP / GTSE: Rapport no. 001. Indicateurs de suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté. Conakry, 15 septembre 2003.

Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'éducation civique: Programme géo-référencé de l'école guinéenne. Atelier de restitution. (Financement: US-AID Guinée) Conakry, 15/07/03.

Ministère de l'économie et des finances / Banque centrale de la République de Guinée: Mémoire de politiques économiques et financières pour la période janvier - juin 2003. (Projet, mars 2003)

Ministère du Plan: Rapport économique et social 2002. Conakry, juin 2003.

Ministère du Plan / Direction Nationale de la Statistique: Enquête sur le Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-Être - QUIBB. Rapport final. Conakry, sans date (2004).

Ministère du Plan / Direction Nationale du Plan / Division Etudes et Stratégies Macro-économiques: Le modèle de simulation pour l'économie guinéenne (MSEGUI). Un instrument pour réaliser des cadrages macro-économiques et des scénarios de croissance pour l'élaboration et le suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté. Version 2.0. Document provisoire présenté à l'atelier de présentation du modèle à Conakry du 19 au 21 novembre 2003. Projet conseiller auprès du ministère du Plan. Novembre 2003.

Ministère du Plan / Direction Nationale du Plan / Division Etudes et Stratégies Macro-économiques: Rapport du séminaire de démonstration du MSEQUI du 19 au 21 novembre 2003. Coopération Technique Allemande. Conakry, le 21 novembre 2003

Présidence de la République (de Guinée): Décret No. 2003/087/PRG/SGG Portant attributions et organisation du Ministère du Plan. Conakry, signé le 9 octobre 2003.

Ministère du Plan / Direction Nationale du Plan: Rapport économique et social 2003. Conakry, novembre 2004.

Région administrative de Boké: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté. Septembre 2003.

Région administrative de Faranah: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté. Septembre 2003.

Région administrative de Kankan: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté en Guinée. Août 2003.

Région administrative de Kindia: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté. Décembre 2003.

Région administrative de Labé / Bureau régional de planification et du développement: Bulletin de statistiques 2002 (draft). Labé, février 2003.

Région administrative de Labé: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté en Guinée. Novembre 2003.

Région administrative de Mamou: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté en Guinée. Octobre 2003.

Région administrative de N'Zérékoré: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté. Novembre 2003.

République de Guinée: Document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté. Conakry, octobre 2000.

République de Guinée: Document de stratégie de réduction de la pauvreté. Conakry, janvier 2002.

République de Guinée / PNUD: Rapport National sur les Objectifs de la Déclaration du Millénaire. Conakry, octobre 2002.

PRSP-Watch: Guinea. www.prsp-watch.de (German)

Serour, Fathia; Kouaouci, Ali; Dia, Aboubacar: Le DSRP: Cohérence, reconstruction du cadre Igojie et proposition pour une évaluation participative. UNDP/DAES. Conakry 1-14 octobre 2003.

SP-SRP: Premier rapport de mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Conakry, avril 2004.

SP-SRP: Le Journal de la SRP, numéros 1-6 (diverses dates).

SP-SRP: Matrice des activités du groupe thématique suivi-évaluation pour 2005. Sans date.

SP-SRP/GTZ: Atelier: Stratégie Régionale der Réduction de la Pauvreté dans la Région Administrative de Labé. Labé, du 28 juin au 2 juillet 2004.

Touré, Abdoulaye: Rapport de mission. Voyage d'études au Burkina Faso dans le cadre de l'approfondissement de la maîtrise d'Excel 2000 pour la modélisation macro-économique, du 24 février au 5 mars 2003. (Rapport succinct et rapport technique.) Conakry, le 6 mars 2003.

Traoré, Issa: La SRP de la République de Guinée- Les interventions des bailleurs de fonds, les besoins et les perspectives. Conakry / Cotonou, décembre 2003.

Union Européenne: Manuel. Gestion du Cycle de Projet. Mars 2002.

World Food Programme: WFP Emergency Report. Diverses dates.
www.cidi.org/humanitarian/wfp/

Zone spéciale de Conakry: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté. Novembre 2003.